

AG du collectif de Mérignac du 28/01/2020

Nous étions 19 ce soir pour notre AG, profs d'école, profs (pro et général), salarié du BTP, animateur et animatrice du périscolaire, salarié de l'énergie, salarié des transports, salariée (je n'ai pas noté le secteur), regroupant des gilets jaunes, des syndiqué.e.s (CGT-énergie, FO-Transports, SNES-FSU, SNUipp-FSU), des non syndiqué.e.s. Plusieurs personnes s'étaient excusées pour leur absence.

Les actions décidées :

- **Jeudi 30 janvier à 17h30 : rassemblement devant la permanence du député LREM, 19 avenue Montesquieu à Saint Médard en Jalles**, avant la réunion avec les direct.eurs.rices d'écoles de la circonscription qui sont invité.e.s à 18h pour la présentation du projet de loi sur le statut des direct.eurs.rices d'écoles (par la députée à l'origine du projet).

Nous retrouverons sur place le collectif de mobilisation de Saint Médard, pour une action inter-collectifs!

Amenez vos sifflets, tambours..

Parlez en à tou.te.s vos collègues, connaissances, nous devons être en nombre (la presse sera informée de ce rassemblement)!

- **Samedi 1er février 10h30 : distribution de tracts devant l'Intermarché de Mérignac** (78 Avenue de Magudas)

Prochaine AG du collectif: mardi 4 février, 18h15, école élémentaire de Bourran (3, rue Léo Lagrange à Mérignac).

Synthèse des échanges :

La journée de demain pose difficulté : pas d'appel clair à la grève (comme précédemment il y a eu des mobilisations annoncées pour 3 jours consécutifs dont un seul avec appel à la grève et manif interpro), alors que la grève et manif du vendredi 24 ont été réussies, et que la mobilisation contre les E3C se développe.

Les directions syndicales mènent une double politique : elles appellent au retrait et vont dans le même temps à la conférence de financement proposée par Berger et organisée par le gouvernement.

Il y a dans ce contexte toujours besoin que la base fasse pression pour exiger le retrait.

Les directions syndicales bougeront si un on bouge, et tant qu'on n'arrivera pas à faire bouger un nombre significatif de personnes, il n'y a aucune raison qu'ils aillent au-delà de leur position actuelle.

Cela dit, au-delà de la question du nombre c'est aussi celle de la différence de niveau d'engagement des gens. Ils doivent se rappeler qui sont nos adversaires, et se convaincre de la légitimité de monter le niveau de la mobilisation (et de la radicalité).

Sur la question du nombre pour avoir gain de cause, il y a une petite divergence entre ceux qui pensent qu'on ne peut pas convaincre au-delà de ceux qui sont déjà mobilisés, et donc être confiants en nos propres forces, et ceux qui estiment qu'il faut continuer de faire ce travail de conviction auprès du plus grand nombre, pour pouvoir renforcer la mobilisation pour peser.

Un autre obstacle est présent : pour certains syndicats, il y a une difficulté à dépasser une logique de secteur, et des réticences à intégrer des cadres interpro, par peur d'être dépossédés de quelque chose.

Il y a un vrai souci autour de l'extension de la grève, de la grève générale. Cette extension ne s'est pas faite, elle n'a pas pris autour de nous. Une majorité de travailleurs n'a pas confiance en ses propres forces, avec un aquoibonisme chez certain.e.s (« A quoi ça sert, on va pas y arriver... »). Il y a donc encore du boulot pour convaincre, dynamiser, que ce soit dans les actions ou dans la grève.

Les collectifs pourraient aller devant les grosses boîtes du privé, pour essayer d'entraîner dans la grève. Mais cela ne peut se faire sans que des équipes syndicales soient mobilisées à l'intérieur de ces boîtes.

Ce qui doit être clairement à l'esprit, c'est que face à ce pouvoir, on doit clairement poser la nécessité d'un affrontement.

Malgré tout le mouvement actuel est positif par ce qu'il a su construire : organisation à la base, collectifs (13 ou 14 actuellement), coordination des collectifs. Ce sont des points d'appui pour l'avenir.

Sur la difficulté de mobiliser dans le privé : les réformes successives qui se sont attaquées au code du travail mettent une pression supplémentaire sur les travailleurs.

Echanges de points de vues sur les manifs :

- Manifs du samedi : celles appelées par l'intersyndicale et les gilets jaunes réunissent du monde mais sont sur des parcours déclarés, ritualisés, tandis que celles à l'appel des gilets jaunes, sans parcours déclarés, sont moins importantes en nombre et réprimées. La coordination des collectifs appelle aux manifs du samedi.
- Le pouvoir a adapté sa réaction aux différents types de manifs : pour les manifs du samedi, avec leur forme la plus radicale, il réprime, tandis que pour les manifs syndicales « classiques », en semaine, il laisse faire, jusqu'à qu'elles s'épuisent.

Quoi qu'il en soit, on ne peut isoler les manifs du reste de la mobilisation : elles sont une chambre d'écho pour la population.

Sur la répression :

- les blocages économiques locaux sont de plus en plus réprimés. Un militant syndical FO-Transport et un gilet jaune ont été convoqués à la gendarmerie et assignés au tribunal.
- les militants syndicaux de l'énergie ont été assignés au tribunal

Pour autant, ils ne sont pas prêts à lâcher et cela n'entame pas leur détermination. D'autres types d'actions de blocage sont maintenant à envisager, entraînant plus de monde, et sur des objectifs plus importants, plus stratégiques.

Les militants syndicaux de l'énergie sont quant à eux en capacité d'appuyer les secteurs mobilisés (exemple des coupures de courant dans les lycées en blocage E3C).

Une réflexion est faite sur l'accélération du calendrier par le pouvoir : c'est parce qu'il sent la vague monter et ne veut pas se faire déborder.

Question de l'engagement de la jeunesse :

Il existe dans certains secteurs avec les E3C , mais la question des retraites n'est pas apte à la mobiliser, c'est sur la nécessité de changer de société qu'il faut l'entraîner (et cette question de la nécessité d'un changement de société concerne toutes les catégories d'âge d'ailleurs).

La génération des trentenaires reste aussi difficile à mobiliser. Hypothèses : cela peut être dû à de la résignation, ou à un manque de confiance en une possibilité de changer de société.

Les actions à développer :

- il faut changer de stratégie par rapport aux blocages, envisager des blocages de plus grande ampleur entraînant un grand nombre de personnes.
- développer un harcèlement de LREM : perturber leurs tractages, pourrir leur affiches avec un « suraffichage » (avec des écrits du type « LREM : la retraite en moins »).
- organiser notre contre propagande : débat avec des économistes de notre camp.